

Social

Les enquêteurs de l'Insee se rebiffent

RIEN NE VA plus à l'Insee. Les enquêteurs de l'Institut national de la statistique se sont engagés depuis deux semaines dans un bras de fer avec leur direction pour obtenir une hausse de leurs rémunérations. Origine du conflit : l'enquête sur les revenus et les conditions de vie, conduite actuellement dans quinze pays européens, et à laquelle collaborent environ 500 des 1 000 enquêteurs pigistes de l'Insee.

Une enquête très lourde à mener, en raison de la complexité des questionnaires à remplir et de leur actualisation pendant neuf années consécutives. Chaque questionnaire « nécessite un entretien d'une heure avant d'être rempli et l'enquêteur est rémunéré 30 % de moins qu'en 2001 », fait valoir la CGT, qui soutient, avec la CFDT, FO et SUD, le mouvement spontané des contractuels. Revendication des enquêteurs : que les questionnaires individuels, qui sont aujourd'hui réglés 28 € par l'Insee, soient payés 2 € de plus. Pour obtenir gain de cause, les contractuels ont décidé de ne plus renvoyer à leur direction les formulaires remplis. « On a le sentiment d'une réelle injustice. L'Insee reconnaît la charge de travail mais ne met pas les moyens financiers suffisants en face », fait valoir l'un d'entre eux, qui ne souhaite pas voir son nom publié. « On est déterminés à aller jusqu'au bout mais on est conscients de ne pas avoir beaucoup de moyens d'action du fait de notre statut précaire. » Au sein de la hiérarchie, c'est l'embarras. « C'est ennuyeux », concède le patron des enquêteurs, Paul Jansolin, pour qui le mouvement risque de faire tache d'huile. « La situation semble bloquée : on a atteint la limite de ce qu'on peut financer sur cette enquête-là. » Au-delà de cette opération précise et au-delà même de l'Insee, c'est la question des précaires dans la fonction publique qui est directement posée aux pouvoirs publics. « La précarité existe depuis longtemps au sein de la fonction publique, souligne Julie Herviant, à la CGT. Mais, compte tenu des difficultés budgétaires actuelles, la situation des personnes en situation précaire est encore fragilisée et devient dramatique. »

Olivier Aubry

Le Parisien , vendredi 28 mai 2004